



HAL
open science

Politique des post-baby-boomers

Vincent Tiberj

► **To cite this version:**

Vincent Tiberj. Politique des post-baby-boomers. Florent Gougou; Vincent Tiberj. La déconnexion électorale: un état des lieux de la démocratie française, Fondation Jean Jaurès, pp.139-145, 2017. halshs-01556443

HAL Id: halshs-01556443

<https://shs.hal.science/halshs-01556443v1>

Submitted on 11 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

Vincent Tiberj

La jeunesse inquiète les responsables gouvernementaux, qu'ils soient de droite ou de gauche. La mobilisation étudiante contre la loi El Khomri, même si elle a été relativement faible a ainsi vu resurgir le spectre des mouvements d'antan : le mouvement contre le CPE en 2006, qui a brisé les marges de manœuvre et l'avenir politique de Dominique de Villepin, ou encore le mouvement lycéen de 1986, qui a acté le divorce entre le gouvernement Chirac et la jeunesse de l'époque. Sur la scène électorale, la jeunesse a suscité beaucoup d'interrogations lors de la succession des élections intermédiaires depuis 2014, en raison de sa faible participation électorale et de sa tentation d'un vote FN.

D'emblée, il est essentiel de rappeler qu'il n'existe pas une jeunesse, mais des jeunesses. Il n'y a pas grand-chose en commun (si ce n'est peut-être l'utilisation des réseaux sociaux) entre les jeunes en études et les jeunes qui tentent difficilement d'intégrer le marché du travail sans qualification, ou entre les jeunes des banlieues, les jeunes des campagnes et les jeunes des centres-villes.

Mais au-delà, s'accrocher à une lecture par la jeunesse, c'est penser naïvement que tout rentrera dans l'ordre une fois que le moratoire politique¹¹⁵ sera achevé. C'est penser que la cassure avec le vote qu'on constate parmi les nouveaux électeurs n'a qu'un temps et qu'ils deviendront des électeurs assidus une fois qu'ils auront un emploi, un foyer et des enfants. C'est penser que la distance qu'ils entretiennent avec les partis et les responsables politiques se résorbera, alors que la défiance politique atteint des sommets. Se cantonner à une lecture par la jeunesse, donc par l'âge et le cycle de vie, est une erreur qui masque une transformation

115. Anne Muxel, *L'Expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.

politique beaucoup plus importante et durable, portée par le renouvellement générationnel.

Les citoyens qui viennent ne ressemblent pas aux citoyens d'hier et d'aujourd'hui. Ce grand changement n'est pas nécessairement négatif, mais il porte en lui des transformations majeures qui à terme vont profondément changer la manière dont la politique se fait en France. Désormais, presque un électeur sur deux appartient aux cohortes post-baby-boom. En 2012, 52 % des électeurs n'étaient pas en âge de voter en 1981 et 19,5 % n'étaient même pas nés au moment où François Mitterrand est arrivé au pouvoir. Ce chapitre esquisse certaines de ces transformations à l'œuvre¹¹⁶.

Qui sont les post-baby-boomers ?

Je regroupe sous ce terme les citoyens nés dans les années 1960 et après. Ils sont aussi les « enfants de la crise » puisqu'ils n'ont jamais connu dans leur vie adulte autre chose que l'ère du chômage de masse débutée dans les années 1980, la montée de la précarité, la peur (et la réalité) du déclassement¹¹⁷, et le recul de l'État providence. En cela, la société et l'économie dans lesquelles ils ont grandi les différencient fortement des « générations dorées » du baby-boom¹¹⁸ qui auront profité à plein, et jusqu'au bout pour nombre d'entre eux, des Trente Glorieuses et de leurs opportunités.

Ces post-baby-boomers sont amenés à prendre de plus en plus de place dans l'électorat. En 1990, les Français nés dans les années 1960 ne comptaient que pour 23,5 %. En 2000, ils sont 22,5 % auxquels on peut ajouter les 20,5 % d'électeurs nés dans les années 1970. En 2015, les électeurs nés dans les années 1960 sont 19,5 %, ceux nés dans les années 1970 pèsent 16 %, et ceux nés dans les années 1980 et 1990 comptent pour 21,5 %.

116. Vincent Tiberj, *Les Citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*, Paris, Presses universitaires de France, 2017.

117. Camille Peugny, *Le Déclassement*, Paris, Grasset, 2009.

118. Louis Chauvel, *Le Destin des générations. Structure sociale et cohortes en France au XX^e siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 1998.

Outre leur nombre qui ne cesse de croître, les post-baby-boomers se caractérisent par un niveau de diplôme qui restait impensable pour nombre de leurs aînés. On compte 30 % de diplômés du supérieur et 16 % de bacheliers dans la cohorte 1961-1970, 43 % d'universitaires et 20 % de bacheliers dans la cohorte 1971-1980, et 28 % d'universitaires et 28 % de bacheliers parmi les individus nés après 1980, dont beaucoup sont encore en études. À titre de comparaison, la cohorte née dans les années 1940 comprend seulement 10 % d'universitaires et 10 % de bacheliers.

Une autre caractéristique de ces post-baby-boomers est leur rapport au religieux. Dans l'électorat de 2015, les catholiques pratiquants ne comptent plus que pour 7 % des électeurs et les pratiquants occasionnels 16,5 %. Parmi les électeurs nés dans les années 1970, ils sont désormais 4 % et 13 % ; parmi les électeurs nés dans les années 1980, 5 % et 11,5 %. Les « jeunes » de La Manif pour tous ne sont guère représentatifs de leur génération. En revanche, les athées représentent 41 % de la cohorte 1971-1980 et 49 % de la cohorte née après 1981, tandis que les musulmans gagnent en importance, mais restent très minoritaires (5 % et 8 % de ces cohortes).

Que veulent les post-baby-boomers ?

Parce que les commentateurs se focalisent sur l'âge et pas assez sur la comparaison dans le temps, les débats tournent trop souvent autour de la droitisation de la société française. Cette droitisation serait nourrie par un double effet du vieillissement. Au niveau individuel, on deviendrait plus conservateur avec l'âge ; au niveau agrégé, comme la population française vieillit, son centre de gravité serait de plus en plus défavorable à la gauche. Ces deux affirmations sont fausses. Les évolutions des valeurs indiquent un autre mouvement, une nouvelle fois attesté par l'enquête « Régionales 2015 » (tableau page suivante).

Les valeurs des électeurs français après les régionales de 2015

	Avant 1941	1941- 1950	1951- 1960	1961- 1970	1971- 1980	Après 1980
Priorité de l'économie dans les prochaines années : augmenter les salaires	51 %	54 %	56 %	56 %	59 %	64 %
Pas d'accord : il faudrait réduire le nombre de fonctionnaires	36 %	39 %	49 %	50 %	54 %	62 %
Pas d'accord : les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment	44 %	48 %	52 %	48 %	39 %	45 %
Pour faire face aux difficultés économiques : l'État contrôle plus les entreprises	28 %	28 %	38 %	34 %	40 %	45 %
Pas d'accord : il faudrait rétablir la peine de mort	65 %	69 %	67 %	68 %	67 %	74 %
D'accord : Il est normal que des couples homosexuels puissent adopter des enfants	40 %	42 %	57 %	63 %	65 %	72 %
Pas d'accord : il y a trop d'immigrés en France	35 %	41 %	46 %	49 %	52 %	60 %
D'accord : les musulmans français sont des Français comme les autres	79 %	84 %	86 %	88 %	91 %	92 %

En 1988, les électeurs nés dans les années 1940 étaient 63 % à soutenir le rétablissement de la peine de mort et 70 % considéraient qu'il y a trop d'immigrés en France ; ils avaient entre 38 et 48 ans. En 2015, les mêmes ont désormais entre 65 et 74 ans ; seulement 31 % d'entre eux plaident pour la peine capitale et 59 % considèrent qu'il y a trop d'immigrés. On peut vieillir biologiquement, mais s'ouvrir dans le même temps.

En matière économique, les post-baby-boomers ne sont pas plus libéraux que le reste des électeurs, au contraire. En 2015, les baby-boomers sont généralement les plus libéraux : parmi les électeurs nés

avant 1961, 28,5 % veulent plus de contrôle des entreprises par l'État contre 40 % parmi ceux nés dans les années 1970 et 45 % parmi ceux nés dans les années 1980 et après. Parmi les baby-boomers, seulement 63 % considèrent qu'il y a trop de fonctionnaires contre 50 % parmi les électeurs nés dans les années 1950, 46 % parmi ceux nés dans les années 1970 et 38 % parmi les électeurs nés après 1980.

En matière de mœurs, plus une cohorte est jeune, plus elle est culturellement ouverte. Ainsi l'essentiel de l'opposition à l'homoparentalité se retrouve parmi les cohortes nées avant 1941 ou dans les années 1940. De la même façon, la xénophobie touche d'abord les plus vieilles cohortes. De fait, Non seulement la société française ne se droitise pas sur le long terme, mais le jeu du renouvellement générationnel s'oppose à la montée du conservatisme.

Une nouvelle culture politique

Un tel profil de valeurs devrait conduire au vote de gauche. C'est effectivement ce qui s'est produit au second tour de la présidentielle de 2012, où François Hollande a réalisé ses meilleurs scores parmi toutes les cohortes nées après 1960, tandis que Nicolas Sarkozy recueillait une majorité des suffrages chez les électeurs nés dans les années 1940 et avant. Pourtant, les régionales de 2015 marquent une érosion pour la gauche chez les post-baby-boomers (tableau ci-dessous).

Le vote des cohortes au premier tour des élections régionales

	PS	Gauche non socialiste	Droite et centre	FN	Abstention	Total
Avant 1941	17	1	35	14	34	100
1941-1950	18	8	29	18	27	100
1951-1960	15	11	23	19	32	100
1961-1970	15	8	18	22	37	100
1971-1980	11	7	20	20	42	100
Après 1980	14	7	12	11	56	100

Le résultat le plus important est celui de l'abstention. Plus une cohorte est récente, plus elle déclare s'être abstenue. Cette tentation de l'abstention n'est pas qu'un effet du cycle de vie comme on pourrait le penser, mais en fait une transformation du rapport au vote. Ces électeurs sont moins sensibles à la notion de « devoir civique » et de plus en plus des votants intermittents. D'ailleurs un tiers des post-baby-boomers considèrent désormais que le vote est un droit alors que 20 % des électeurs nés dans les années 1940 et 16 % de ceux nés avant pensent ainsi. Là où les membres des générations anciennes votent très régulièrement, quel que soit le scrutin, les post-baby-boomers ne se déplacent que s'il y a de l'enjeu, notamment lors de la présidentielle. Pour ces électeurs, l'abstention peut être « désintéressée », les enjeux des régionales restant obscurs, mais elle peut aussi être « exprimée », en envoyant un message de protestation à l'égard du gouvernement : 68 % des électeurs nés après 1960 qui se placent à gauche sur l'axe gauche/droite ne se sont pas déplacés aux urnes.

La gauche de gouvernement n'est pas la seule à avoir des difficultés face aux post-baby-boomers. C'est encore plus flagrant pour la droite classique : Les Républicains font jeu égal avec le FN parmi les cohortes 1961-1970, 1971-1980, 1981 et après, et ne dominent le FN que parmi les individus nés avant 1951. Pour cette droite, c'est un vrai enjeu démographique dont on retrouve trace dès 2002 : ses réserves de voix se trouvent dans les cohortes les plus anciennes, qui sont amenées à quitter la scène tandis que les post-baby-boomers, quand ils votent, choisissent majoritairement la gauche ou le FN.

Cette population des post-baby-boomers n'est pas apathique ni apolitique, c'est même la population dont le potentiel de participation est le plus fort. Mais c'est aussi la population la plus rétive aux formes de la démocratie partisane classique. Une nouvelle culture politique est en train d'émerger dans laquelle la « participation dirigée par les élites¹¹⁹ » est en train de disparaître au profit d'une participation plus autonome et distante. Si les responsables politiques ne le comprennent pas, le divorce avec les post-baby-boomers risque bien d'être consommé.

119. Ronald Inglehart, *Culture Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton, Princeton University Press, 1990.